

F. 95 — 266

[C — 27040]

**17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'élagage à grande hauteur**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instaurant la Communauté économique européenne, signé à Rome et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 42 et 43;

Vu le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993 modifiant le Règlement (CEE) n° 2052(88) concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'Investissement et des autres instruments financiers;

Vu la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, notamment le titre XIV « des subventions de la Région wallonne » inséré par le décret du 17 décembre 1992;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'exécuter sans délai les décisions prises par l'Union européenne et qu'il n'existe plus aucune base légale depuis fin 1993 permettant la subvention à l'élagage à grande hauteur;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Dans les limites des crédits budgétaires, la Région wallonne attribue une subvention à l'élagage à grande hauteur pour les espèces résineuses et feuillues.

Les personnes de droit public de nationalité étrangère sont assimilées à des propriétaires particuliers et peuvent bénéficier de la subvention pour des parcelles situées en Région wallonne.

La subvention est accordée au propriétaire de terrains situés en Région wallonne ou au titulaire, sur de tels Liens, d'un droit réel emportant l'usage.

Ne donnent pas lieu à l'octroi de la subvention les bois qui sont soumis au régime forestier, les bois dont la gestion fait l'objet d'une convention passée avec la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne, ainsi que les bois appartenant à des personnes de droit public.

**Art. 2.** La subvention est accordée si les conditions suivantes sont réunies :

1° Les espèces concernées par le présent arrêté sont toutes les essences résineuses et feuillues qualifiées de haute tige à production de bois d'œuvre.

2° Le peuplement forestier doit être considéré comme étant économiquement d'avenir par l'administration forestière.

3° La longueur minimale élaguée à atteindre est de 6 mètres tant pour les résineux que pour les feuillus.

4° Seules les élagages marchands, c'est-à-dire ceux permettant l'obtention ultérieure d'une bille ou d'une surbille nette de nœuds, sont subventionnables à l'exclusion de toute opération d'entretien ou d'élagage de pénétration.

5° Les élagages seront réalisés avant que la circonférence des arbres élites à élaguer n'ait atteint un maximum 70 cm à 1,5 mètres de hauteur.

6° Le diamètre maximum des branches rez-tronc à élaguer est fixé à 5 cm et à 7 cm, respectivement pour les résineux et les feuillus.

7° La subvention n'est accordée que pour une seule intervention au cours de la vie du peuplement.

**Art. 3.** Toute demande de subvention est adressée au directeur du Centre de la Division Nature et Forêts où se trouve la propriété ou, le cas échéant, la plus grande partie de celle-ci. La demande indique les nom, prénoms, et adresse du bénéficiaire en indiquant la nature du droit réel et éventuellement de son mandataire.

Elle est accompagnée :

— d'un extrait de plan cadastral sur lequel sur lequel les parcelles ou parties où se trouvent les peuplements pour lesquels la subvention est sollicitée sont entourées d'un trait rouge;

— d'un extrait de la matrice cadastrale;

— d'un extrait de carte topographique au 1/10 000 ou 1/25 000 sur laquelle sont entourées d'un trait rouge la ou les parcelles concernées;

— pour chaque peuplement, d'une brève description qui indique l'étendue, l'écartement à la plantation, l'âge, l'état de l'élagage, la composition des espèces en pourcentage et la hauteur dominante.

Un accusé de réception est adressé au demandeur dans les quinze jours.

Pour bénéficier de la subvention spécifique aux objectifs 1 et 5B, le dossier de demande devra être introduit avant le 1er août 1999.

**Art. 4.** Il ne peut être introduit qu'une demande par bénéficiaire et par année civile. En cas d'indivision, c'est cette dernière qui est considérée comme bénéficiaire et non pas chacun des co-propriétaires. Chaque demande peut inclure une ou plusieurs parcelles.

**Art. 5.** Du seul fait de l'introduction de sa demande, le demandeur autorise le personnel de la Division de la Nature et des Forêts à visiter les lieux et à recourir sur le terrain au mode de contrôle approprié, après avertissement du bénéficiaire.

En cas de refus ou d'obstacles posés par le demandeur à l'application du présent article, la subvention lui est refusée.

**Art. 6.** Le Directeur du Centre prend une décision de principe qu'il notifie au demandeur dans les deux mois de la demande.

Le demandeur peut introduire par pli recommandé à la poste un recours auprès de l'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts contre la décision de refus d'agrément ou en cas d'absence de décision du directeur du Centre endéans le délai prévu. L'inspecteur général de la Division de la Nature et des Forêts dispose de soixante jours pour adresser notification de la décision au demandeur, par pli recommandé à la poste.

A défaut, la décision est réputée favorable.

**Art. 7.** Les travaux d'élagage doivent être effectués au plus tard dans un délai d'un an à dater de l'agrément de la demande de subvention.

Le demandeur notifie par une lettre adressée au Directeur du Centre la fin des travaux d'élagage.

**Art. 8.** La subvention sera liquidée en une fois sur base de la présentation des copies des factures acquittées et/ou des fiches de salaires certifiées conformes par le demandeur et après vérification par le directeur du Centre ou son délégué de l'exécution des travaux dans les règles de l'art.

La subvention porte sur l'élagage de 2 à 6 mètres même si celui-ci est effectué en deux fois. Les conditions reprises à l'article 2 doivent être remplies au moment de l'introduction de la demande.

**Art. 9.** La subvention est fixée à 40 % du montant des travaux réalisés, le coût de l'élagage à subventionner étant plafonné à la somme de 80 francs par arbre élagué pour les résineux et de 120 francs l'arbre pour les feuillus, ces prix s'entendant TVA comprise.

Le nombre maximum d'arbres subsidiables par hectare est fixé à 240 pour les résineux et 120 pour les feuillus.

La superficie minimale prise en compte par parcelle est fixée à 50 ares. La subvention est plafonnée à un montant de 100 000 francs par demande.

Dans les zones éligibles pour bénéficier de l'assistance communautaire au titre de l'objectif 1 et de l'objectif 5B tels que définis par le Règlement (CEE) n° 2081/93 du Conseil du 20 juillet 1993, modifiant le Règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne, la subvention est fixée à 80 % du montant des travaux réalisés, avec les mêmes plafonds.

Un supplément de 2 000 F par bénéficiaire est octroyé quand un propriétaire ou un gestionnaire introduit un dossier groupé pour au moins trois bénéficiaires, les comptes de ceux-ci restant individualisés. Dans ce cas, les peuplements concernés devront être localisés dans un rayon de 10 km. Le supplément peut, le cas échéant, augmenter d'autant les plafonds visés aux alinéas 3 et 4 du présent article.

**Art. 10.** Le bénéficiaire s'engage à maintenir en place durant une période de vingt ans le peuplement ou les arbres ayant fait l'objet de la subvention à peine de remboursement de la somme réajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de la subvention par la Région wallonne.

En cas de vente, le demandeur s'engage à faire figurer dans l'acte de vente une clause obligeant l'acquéreur à respecter le maintien des arbres ayant fait l'objet de la subvention pendant vingt ans à partir de l'octroi de celle-ci.

En cas de plantation de peupliers hybrides, la période est ramenée à dix ans.

**Art. 11.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1992 relatif à l'octroi d'une subvention aux propriétaires particuliers pour l'élagage à grande hauteur est abrogé.

**A. t. 12.** Le présent arrêté-entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Cependant l'article 9, 4e alinéa produit ses effets jusqu'au 1er août 1999.

**Art. 13.** Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Namur, le 17 novembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures et du Tourisme,  
R. COLLIGNON.

Le Ministre chargé de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN.

#### ÜBERSETZUNG

D. 95 — 286

[C — 27040]

#### 17. NOVEMBER 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Ausüstung in großer Höhe

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, unterzeichnet in Rom und gebilligt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 42 und 43;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052/88 über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit denen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Dezember 1954, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, insbesondere des Titels XIV « Zuschüsse der Wallonischen Region », eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1992;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1993 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die Notwendigkeit begründet wird, die Beschlüsse der Europäischen Union unverzüglich auszuführen und aufgrund der Tatsache, daß seit Ende 1993 keine Rechtsgrundlage mehr besteht, die eine Bezuschussung der Ausüstung in großer Höhe ermöglicht;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1.** Im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt die Wallonische Region einen Zuschuß für die Ausüstung in großer Höhe für Nadel- und Laubbaumarten.

Die öffentlich-rechtlichen Personen ausländischer Staatsangehörigkeit werden den Privateigentümern gleichgestellt und können den Zuschuß für die in der Wallonischen Region gelegenen Parzellen erhalten.

Der Zuschuß wird dem Eigentümer von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken oder dem Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Gütern, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt, gewährt.

Der Zuschuß wird nicht gewährt für die Wälder, die der Forstordnung unterliegen, für die Wälder, deren Nutzung Gegenstand einer mit der Abteilung Natur und Forstwesen des Ministeriums der Wallonischen Region getroffenen Vereinbarung ist, sowie die Wälder, die öffentlich-rechtlichen Personen gehören.

**Art. 2.** Der Zuschuß wird unter folgenden Bedingungen gewährt:

- 1° Der vorliegende Erlaß betrifft die zur Nutzholzproduktion geeigneten, hochstämmigen Nadel- und Laubbaumarten.
- 2° Der Waldbestand soll durch die Forstverwaltung als wirtschaftlich zukunftsfruchtig angesehen sein.
- 3° Sowohl für die Nadel- als auch für die Laubhölzer beträgt die auszuständige Mindestlänge 6 Meter.
- 4° Nur die gewerbsmäßigen Ausüstungen, d.h. solche, die später die Gewinnung knotenfreier Stammober- und unterteile ermöglichen, sind einer Bezuschussung würdig, und zwar mit Ausnahme jeglichen Unterhaltungsvorganges oder einer Durchdringungsausüstung.
- 5° Die Ausüstung hat zu erfolgen, bevor die auszuständigen tüchtigsten Bäume einen Höchstumfang von 70 cm in 1,5 m Höhe erreicht haben.
- 6° Der Höchstdurchmesser der auf auszuständiger Stammhöhe befindlichen Äste ist jeweils für die Nadel- und die Laubhölzer auf 5 cm bzw. 7 cm festgesetzt.
- 7° der Zuschuß wird für eine einzige Intervention in einem Waldbestand gewährt.

**Art. 3.** Jeder Antrag auf Zuschuß wird an den Direktor des Zentrums der Abteilung Natur und Forstwesen gerichtet, wo der Besitz bzw. der größte Teil davon gelegen ist. In diesem Antrag wird der Name, Vorname und die Anschrift des Empfängers vermerkt, sowie die Art des dinglichen Rechts oder gegebenenfalls der Name, Vorname und die Anschrift seines Bevollmächtigten.

Dem Antrag wird folgendes beigelegt:

- ein Auszug aus dem Katasterplan, auf dem die Parzellen bzw. die Teile von Parzellen, wo die Anpflanzungen, für die eine Subvention beantragt wird, sich befinden, rot eingekreist sind;
- ein Auszug aus der Katasterstammrolle;
- ein Auszug aus einer topographischen Karte im Maßstab 1/10 000 oder 1/25 000, auf der die betreffende(n) Parzelle(n) rot eingekreist sind;
- für jeden Waldbestand, eine kurze Beschreibung über die Ausdehnung des Gebiets, den Abstand der Anpflanzung, das Alter, den Zustand der Ausüstung, die Zusammensetzung der Baumarten in Prozentzahlen und die dominierende Stammhöhe;

Dem Antragsteller wird innerhalb von zwei Wochen eine Empfangsbestätigung zugestellt.

Um in den Genuß der spezifischen Subvention für die als Ziel Nr. 1 und Nr. 5B ausgewiesenen Zonen gelangen zu können, ist der Antrag vor dem 1. August 1999 zu stellen.

**Art. 4.** Es darf nur ein Antrag pro Empfänger und pro Kalenderjahr eingereicht werden. Im Falle einer Unteilbarkeit wird die ungeteilte Rechtsgemeinschaft als Empfänger betrachtet, und nicht jeder der Miteigentümer. Jeder Antrag kann eine oder mehrere Parzellen einbeziehen.

**Art. 5.** Durch die alleinige Einreichung seines Antrags erlaubt der Antragsteller dem Personal Abteilung Natur und Forstwesen das Gelände zu besichtigen und nach Benachrichtigung des Empfängers das geeignete Kontrollverfahren an Ort und Stelle anzuwenden.

Wenn der Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Artikels verweigert oder sich ihr widersetzt, wird ihm der Zuschuß verweigert.

**Art. 6.** Der Direktor des Zentrums trifft eine Grundsatzentscheidung, die er dem Antragsteller innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags notifiziert.

Der Antragsteller ist berechtigt, mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief bei dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen gegen die Verweigerung der Zulassung oder gegen die Tatsache, daß der Direktor des Zentrums innerhalb der vorgesehenen Frist keine Entscheidung getroffen hat, eine Berufung einzulegen. Der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen verfügt über sechzig Tage, um dem Antragsteller seine Entscheidung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitzuteilen. Wird während diesen sechzig Tagen keine Entscheidung mitgeteilt, so gilt diese als positiv.

**Art. 7.** Die Ausüstungsarbeiten sind spätestens binnen eines Jahres ab Zulassung des Antrags auf Bezuschussung durchzuführen.

Der Antragsteller teilt dem Direktor des Zentrums den Abschluß der Ausüstungsarbeiten mit.

**Art. 8.** Der Zuschuß wird in einer Rate ausgezahlt unter Zugrundelegung der Vorlegung der Abschriften der beglichenen Rechnungen und/oder durch den Antragsteller beglaubigten Lohnzettel, nachdem der Direktor des Zentrums oder sein Stellvertreter überprüft haben, ob die Arbeiten nach allen Regeln der Kunst ausgeführt wurden.

Der Zuschuß bezieht sich auf eine Ausüstung von 2 bis 6 Metern, selbst wenn diese in zwei Abschnitten durchgeführt wird. Die in Artikel 2 genannten Bedingungen müssen zum Zeitpunkt des Einreichens des Antrags erfüllt sein.

**Art. 9.** Der Zuschuß ist auf 40 % der Höhe der ausgeführten Arbeiten festgelegt, wobei die Kosten der zu bezuschussenden Ausüstung die Summe von 80 BEF je ausgeästeter Baum für das Nadelholz und 120 BEF für das Laubholz nicht überschreiten darf. Diese Summen verstehen sich einschließlich MwSt.

Die Höchstanzahl bezuschussbarer Bäume je Hektar ist auf 240 für das Nadelholz und 120 für das Laubholz festgelegt.

Die zu berücksichtigende Mindestfläche je Parzelle ist auf 50 Ar festgelegt. Der Zuschuß ist auf eine Summe von 100 000 BEF je Antrag begrenzt.

In Zonen, die für eine Unterstützung der Europäischen Gemeinschaften im Rahmen von Ziel Nr. 1 und Nr. 5B in Frage kommen, gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2081/93 des Rates vom 20. Juli 1993 zur Abänderung der Verordnung (EWG) Nr. 2052/88 über Aufgaben und Effizienz der Strukturfonds und über die Koordinierung ihrer Interventionen untereinander sowie mit denen der Europäischen Entwicklungsbank und der anderen vorhandenen Finanzinstrumente, wird der Zuschuß auf 80 % der Höhe der ausgeführten Arbeiten festgelegt, wobei die genannten Grenzbeträge gültig bleiben;

Wenn ein Besitzer oder Verwalter einen gemeinsamen Antrag für mindestens 3 Besitzer einreicht, wobei deren Konten weiterhin getrennt verwaltet werden, werden pro Bezugsberechtigter zusätzlich 2 000 BEF gewährt. In diesem Fall müssen die betroffenen Bestände in einem Umkreis von 10 Km gelegen sein. Die zusätzliche Summe kann ggf. die in § 3 und 4 des vorliegenden Artikels genannten Grenzbeträge um diese Summe erhöhen.

**Art. 10.** Der Begünstigte verbürgt sich dafür, den Baumbestand bzw. die Bäume, für die ein Zuschuß gewährt wurde, während zwanzig Jahren stehen zu lassen, vorbehaltlich der Rückerstattung der aufgrund des Index der Verbraucherpreise angepaßten Summe, wobei als Grundindex der Index gilt, der zum Zeitpunkt der Zahlung der Subvention durch die Wallonische Region gültig war.

Im Fall eines Verkaufs verpflichtet der Antragsteller sich, in den Verkaufsvertrag eine Klausel einzutragen, durch die der Käufer verpflichtet wird, diese Bepflanzung während zwanzig Jahren ab dem Datum der Gewährung einer Subvention bestehen zu lassen.

Im Fall eines Bestandes von Hybridpappeln beträgt diese Dauer zehn Jahre.

**Art. 11.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1992 über die Gewährung eines Zuschusses an Privateigentümer für die Ausüstung in großer Höhe wird aufgehoben.

**Art. 12.** Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Artikel 9, Absatz 4, bleibt jedoch bis zum 1. August 1999 wirksam.

**Art. 15.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeit die Wälder gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beschäftigt.

Namur, den 17. November 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 — 266

[C — 27040]

**17 NOVEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor de hoogtesnoei**

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, gesloten te Rome, en goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikelen 42 en 43;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van de Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten;

Gelet op de wet van 19 december 1954 houdende het Boswetboek, inzonderheid op titel XIV « toelagen van het Waalse Gewest », erin gevoegd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gerechtvaardigd door de noodzaak de door de Europese Unie genomen beslissingen onverwijld uit te voeren en overwegende dat er geen wettelijke grondslag meer bestaat sinds einde 1993 waarbij de subsidiëring van de hoogtesnoei toegelaten wordt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de begrotingskredieten kent het Waalse Gewest een toelage toe voor de op snoei van loofboom- en naaldboomsoorten.

De publiekrechtelijke personen van vreemde nationaliteit worden gelijkgesteld met privé-eigenaars en kunnen de toelage genieten voor in het Waalse Gewest gelegen percelen.

De toelage wordt toegekend aan de eigenaar van in het Waalse Gewest gelegen terreinen of aan de titularis van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goederen tot gevolg heeft.

De bossen onder bosregeling, de bossen waarvan het beheer het onderwerp is van een overeenkomst met de afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest en de bossen van Belgische publiekrechtelijke personen komen niet in aanmerking voor een toelage.

**Art. 2.** De toelage wordt toegekend onder volgende voorwaarden :

1° De bij dit besluit betrokken boomsoorten zijn allen hoogstammige naaldboom- en loofboomsoorten voor de productie van timmerhout.

2° De bosadministratie moet beoordelen of het bosbestand economisch gezien een toekomst heeft.

3° De te bereiken minimale snoeihoogte bedraagt zes meter zowel voor naaldhout als voor loofhout.

4° Enkel de snoeiingen met het oog op een handelswaarde, hetzij welke toelaten later knoestvrije houtblokken of bovenhoutblokken te bekomen, kunnen gesubsidieerd worden, met uitzondering van alle andere onderhoudswerken of van het sleunen.

5° Het snoeien zal plaatsvinden voordat de omtrek van de te snoeien keurbomen maximum 70 cm zal bereiken op een hoogte van 1,5 m.

6° De maximale doorsnede van de te snoeien takken langs de stam af wordt op 5 cm en 7 cm vastgesteld voor respectievelijk naaldhout en loofhout.

7° De toelage wordt enkel toegekend voor één enkele verrichting tijdens het leven van het bestand.

**Art. 3.** Iedere aanvraag om toelage wordt gericht aan de directeur van het Centrum van de afdeling Natuur en Bossen waar de eigendom, of eventueel, het grootste deel ervan, zich bevindt. De aanvraag vermeldt de naam, voornamen en adres van de rechthebbende met vermelding van het zakelijk recht en eventueel van zijn gemachtigde.

Daarbij worden gevoegd :

- een uittreksel uit het kadastraal plan waarop de percelen of perceel delen met de bestanden waarvoor de toelage gevraagd wordt met een rode streep omlijnd worden;
- een uittreksel uit de kadastrale leggers;
- een uittreksel uit een topografische kaart op schaal 1/10 000 of 1/25 000 waarop het (de) betrokken perceel (percelen) in het rood omlijnd zijn;
- voor ieder bestand, een beknopte beschrijving met vermelding van de oppervlakte, de plantafstand, de ouderdom, de toestand van het op snoeien, de samenstelling van de soorten uitgedrukt in percent en de overheersende hoogte.

Een ontvangstmelding wordt aan de aanvrager binnen vijftien dagen toegestuurd.

Om te genieten van de toelage eigen aan doelstellingen nrs. 1 en 5B moet het dossier ingediend worden vóór 1 augustus 1999.

**Art. 4.** Er mag slechts één aanvraag per rechthebbende en per kalenderjaar ingediend worden. In geval van onverdeeldheid wordt deze laatste en niet iedere mede-eigenaar aanzien als rechthebbende. Elke aanvraag mag een of meerdere percelen inhouden.

**Art. 5.** Vanwege de indiening van zijn aanvraag geeft de aanvrager machtiging aan het personeel van de afdeling Natuur en Bossen de plaatsen te bezoeken en ter plaatse over te gaan tot de aangepaste wijze van controle, na verwittiging van de rechthebbende.

Indien de aanvrager de toepassing van dit artikel weigert of verhindert, wordt de toelage hem geweigerd.

**Art. 6.** De directeur van het Centrum neemt een principiële beslissing die hij bekendmaakt aan de aanvrager binnen zestig dagen na de aanvraag.

De aanvrager kan bij aangetekende brief een beroep indienen bij de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen tegen de beslissing tot weigering van de goedkeuring of indien de directeur van het Centrum geen beslissing heeft genomen binnen de voorziene termijn. De inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen beschikt over een termijn van zestig dagen om een beslissing bekend te maken aan de aanvrager bij aangetekende brief. Bij gebreke hiervan is de beslissing geacht gunstig te zijn.

**Art. 7.** De snoeiwerken moeten ten laatste uitgevoerd zijn binnen een termijn van één jaar vanaf de goedkeuring van de aanvraag om toelage.

De aanvrager stelt de directeur van het Centrum schriftelijk in kennis van het einde van de snoeiwerken.

**Art. 8.** De toelage wordt vereffend in één keer op grond van de voorlegging door de aanvrager van de eensluidend verklaarde copies van gekwiteerde facturen en/of van de loonfiches en na controle van de uitvoering der werken volgens de regels van de kunst door de directeur van het Centrum of door zijn afgevaardigde.

De toelage betreft de snoei vanaf 2 tot 6 meter, zelfs indien hij in twee maal uitgevoerd wordt. De voorwaarden vermeld in artikel 2 moeten vervuld zijn op het ogenblik van de indiening van de aanvraag.

**Art. 9.** De toelage is vastgesteld op 40 % van het bedrag van de uitgevoerde werken rekening houdend met de begrenzing van de te subsidiëren snoeikostprijs op 80 BEF per gesnoeide boom van het soort naaldhout en op 120 BEF per boom van het soort loofhout, deze prijzen zijnde incl. BTW.

Het maximaal aantal bomen per hectare dat in aanmerking komt voor een toelage is vastgesteld op 240 voor het naaldhout en op 120 voor het loofhout.

De minimale in acht genomen oppervlakte per perceel is vastgesteld op 50 aren. De toelage is begrensd op een bedrag van 100 000 BEF per aanvraag.

In de gebieden die in aanmerking komen om recht te hebben op een steunregeling van de Europese Gemeenschappen als doelstelling nr. 1 en als doelstelling nr. 5B, zoals omschreven bij Verordening (EEG) nr. 2081/93 van de Raad van 20 juli 1993 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2052/88 betreffende de taken van de Fondsen met structurele strekking, hun doeltreffendheid alsmede de coördinatie van hun bijstandsverlening onderling en met die van de Europese Investeringsbank en de andere bestaande financieringsinstrumenten, is de toelage vastgesteld op 80 % van het bedrag van de uitgevoerde werken met dezelfde begrenzingen.

Wanneer een eigenaar of een beheerder een gezamenlijk dossier indient voor ten minste drie rechthebbenden met afzonderlijke rekeningen wordt een bijkomend bedrag van 2 000 BEF per persoon toegekend. In dat geval moeten de betrokken bestanden zich in een straal van 10 km bevinden. Dit supplement kan eventueel de in het 3e en 4e lid van dit besluit bedoelde begrenzing met een gelijk bedrag verruimen.

**Art. 10.** De aanvrager verbindt zich ertoe het bestand of de bomen die het onderwerp van de toelage zijn geweest te behouden tijdens twintig jaar op straffe van de terugbetaling van het bedrag aangepast op grond van de index van de consumptieprijzen, het referentieindexcijfer zijnde dat van kracht was op de datum van uitbetaling van de toelage door het Waalse Gewest.

In geval van verkoop verbindt de aanvrager zich ertoe een clause te doen opnemen in de verkoopakte waarbij de koper het behoud moet waarborgen van de bomen die het onderwerp van de toelage zijn geweest gedurende twintig jaar vanaf de toekenning van de toelage.

Indien er hybride populieren gepland worden wordt deze periode tot tien jaar teruggebracht.

**Art. 11.** Het besluit van de Waalse Gewestsexecutieve van 23 juli 1992 betreffende de toekenning van een toelage aan privé-eigenaars voor het snoeien op grote hoogte is opgeheven.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Artikel 9, 4e lid, is evenwel van toepassing tot 1 augustus 1999.

**Art. 13.** De Minister, tot wiens bevoegdheden de bossen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 17 november 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN